



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 12 SEPTEMBRE 1908.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3295

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 26^e jour d'août 1908, pour la paroisse de Saint-Elie de Caxton, dans le comté de Saint-Maurice, et de nommer par commission, en date du 1^{er} septembre 1903, MM. Pierre Gagnon, Joseph Matteau, Majorique Lafrenière, tous trois cultivateurs, Napoléon Pellerin, boulanger, Philippe Beauchemin, propriétaire de moulin, tous de Saint-Elie de Caxton, commissaires de la dite cour. 3379

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 26 août 1903, de nommer MM. Otis Shurtleff, actuellement registrateur, et Léon Trudeau, assistant registrateur, tous deux de Coaticook, conjointement registrateur de la division d'enregistrement de Coaticook. 3381

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 14 août 1908, de nommer M. Fred. J. Mackenzie, de 113, rue West Regent, Glasgow, dans cette partie du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, appelé l'Ecosse, solliciteur, commissaire pour

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 12th SEPTEMBER, 1908

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 32 6

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 26th day of August, 1908, for the parish of Saint Elie de Caxton, in the county of Saint Maurice, and to appoint by commission, dated the 1st September, 1903, Messrs. Pierre Gagnon, Joseph Matteau, Majorique Lafrenière, all three farmers, Napoléon Pellerin, baker, Philippe Beauchemin, mill owner, all of Saint Elie de Caxton, commissioners of the said court. 3380

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 26th of August, 1908, to appoint Messrs. Otis Shurtleff, actually registrar, and Leon Trudeau, assistant registrar, both of Coaticook, joint registrar for the registration division of Coaticook. 3382

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 14th of August, 1908, to appoint Mr. Fred. J. Mackenzie, of 113, Regent street West, Glasgow, in that part of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, called Scotland, solicitor, a commissioner to receive

recevoir des affidavits sous l'autorité de l'article vingt-sept du code de procédure civile de la province de Québec. 3407

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 5 septembre 1908, de nommer MM. E. N. Griffith, Thomas Johnston et J. Boisvert, estimateurs de la municipalité de South Durham, comté de Drummond en vertu des dispositions de l'article 728 du code municipal.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 5 septembre 1908, de nommer MM. Isidore Pelchat, Alfred Odesse et Théophile Vaillancourt, estimateurs de la municipalité de Saint-Bernard, comté de Dorchester, en vertu de l'article 728 du code municipal.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 5 septembre 1908, de nommer MM. Moïse Vincent, Louis Huot et Evariste Lefebvre, estimateurs de la municipalité de Saint-Stanislas de Koska, comté de Beauharnois, en vertu de l'article 728 du code municipal. 3383

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 26 août 1908, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district d'Ottawa, MM. Aldème Lavigne et Herbert Dowd, tous deux cultivateurs, de Luskville, Fitzalam W. Perras, marchand, Ernest Mercier, bourgeois, du village de Gracefield, Adolphe Lafresnière, maître de Northfield, Peter Dent et Damien Quevillon, cultivateurs, de Locharbar Nord, (Saint-Sixte, P. O.).

District de Montréal.—MM. Patrick Charles Shannon, comptable, Abraham A. Levin, manufacturier, Charles Robert Racine, commis, (Westmount), M. Emmanuel Bourque, employé civil, de Rigaud, comté de Vaudreuil, Joseph Miller, agent, 149, rue Waverly, cité de Montréal.

District de Trois-Rivières.—MM. Joseph Deslauriers, Alphonse Tremblay, mécaniciens, Jean-Baptiste Isabelle, industriel, de la ville de Grand'Mère. 3405

District de Terrebonne.—MM. Hyacinthe Paquin, marchand, du township de Chatham, comté d'Argenteuil, (Saint-Philippe d'Argenteuil, P. O.). 3406

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 5 septembre courant, 1908, de faire les nominations suivantes, savoir :

Commissaires d'écoles.

Maskinongé, Saint-Justin.—M. Anselme Dauphinais, en remplacement de M. Maxime Baril, démissionnaire.

Montcalm, Sainte-Marguerite de Wexford.—MM. Louis Beaudry, fils, et Daniel Mooney, en remplacement d'eux-mêmes, leur terme d'office étant expiré.

Ottawa, Hincks.—M. Patrick Skehin, en remplacement de M. Mick Sage, dont le terme d'office est expiré.

Syndic d'écoles.

Stanstead, Canton de Magog.—M. Narcisse St. Pierre, en remplacement de M. Louis Labelle, dont le terme d'office est expiré. 3427

affidavits the authority of article twenty seven of the code of civil procedure of the province of Québec. 3408

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 5th September, 1908, to appoint Messrs. E. N. Griffith, Thomas Johnston and J. Boisvert, valuers for the municipality of South Durham, county of Drummond, under the provisions of article 728 of the municipal code.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 5th of September, 1908, to appoint Messrs. Isidore Pelchat, Alfred Odesse and Théophile Vaillancourt, valuers of the municipality of Saint Bernard, county of Dorchester, under the provisions of article 728 of the municipal code.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 5th of September, 1908, to appoint Messrs. Moïse Vincent, Louis Huot and Evariste Lefebvre, valuers for the municipality of Saint Stanislas de Koska, county of Beauharnois, under the provisions of article 728 of the municipal code. 3384

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 26th of August, 1908, to associate to the commission of the peace for the district of Ottawa, Messrs. Aldème Lavigne and Herbert Dowd, both farmers, of Luskville, Fitzalam W. Perras, merchant, Ernest Mercier, gentleman of the village of Gracefield, Adolphe Lafresnière, mayor of Northfield, Peter Dent and Damien Quevillon, farmers, of Locharbar North, (Saint Sixte, P. O.).

District of Montreal.—Messrs. Patrick Charles Shannon, accountant, Abraham A. Levin, manufacturer, Charles Robert Racine, clerk, (Westmount), Mr. Emmanuel Bourque, civil service employee, of Rigaud, county of Vaudreuil, Joseph Miller, agent, 149, Waverly street, city of Montreal.

District of Three Rivers.—Messrs. Joseph Deslauriers, Alphonse Tremblay, machinists, Jean-Baptiste Isabelle, manufacturer, of the town of Grand'Mère.

District of Terrebonne, Mr. Hyacinthe Paquin, merchant, of the township of Chatham, county of Argenteuil, (Saint Philippe d'Argenteuil, P. O.). 3406

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 5th of September instant, 1908, to make the following appointments, to wit :

School commissioners.

Maskinongé, Saint Justin.—Mr. Anselme Dauphinais, to replace Mr. Maxime Baril, resigned.

Montcalm, Sainte Marguerite de Wexford.—Messrs. Louis Beaudry, junior, and Daniel Mooney, continued in office, their term of office having expired.

Ottawa, Hincks.—Mr. Patrick Skehin, to replace Mr. Mick Sage, whose term of office has expired.

School trustees.

Stanstead, township of Magog.—Mr. Narcisse St. Pierre, to replace Mr. Louis Labelle, whose term of office has expired. 3428

Proclamations

Canada, }
Province de }
Québec. }
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

À Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le QUATORZIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent huit, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le QUATORZIEME jour du mois de SEPTEMBRE mil neuf cent huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-QUATRIEME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentées, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant - Gouverneur de Notre Province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce CINQUIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent huit, et de Notre Règne la huitième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2647

Canada, }
Province of }
Québec. }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

À tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que M. J. O.
Procureur-Général. } Guertin, secrétaire des
commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts Refondus de

Proclamations

Canada, }
Province of }
Quebec. }
[L. S.]

L. A. JETTE

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the FOURTEENTH day of the month of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and eight, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the FOURTEENTH day of the month of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and eight, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY FOURTH day of the month of OCTOBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FIFTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and eight, and in the eighth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

2648

Canada, }
Province of }
Quebec. }
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of British Dominions beyond the Seas, King, Defendant of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS J. O. Guer-
Attorney General. } tin, esquire, secretary
to the duly appointed commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised

la Province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Saint-Hyacinthe, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Bernard, dans les comtés de Richelieu et Saint-Hyacinthe, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Saint-Bernard, dans les comtés de Richelieu et de Saint-Hyacinthe, est formée d'un démembrement de la paroisse de l'Immaculée Conception de Saint-Ours, dans le comté de Richelieu, et de démembrements de chacune des paroisses de Saint-Jude et de Saint-Denis de la rivière Chambly, dans le comté de Saint-Hyacinthe. Son territoire est borné comme suit, savoir :

Vers le nord-est, par la paroisse de Saint-Louis, et par les lots Nos 204, 381 et 385, du cadastre officiel de la paroisse de l'Immaculée Conception de Saint-Ours, aussi par le sixième rang, le rang des Allonges, et les lots Nos 37 et 136, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jude ; vers le sud-ouest, par la limite nord-est de la paroisse de Saint-Denis de la rivière Chambly, et les lots Nos 476, 482, 663 et 685, du cadastre officiel de cette paroisse ; vers le sud-est, par le sixième rang, et les lots Nos 37, 135, 136 et 294, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jude, aussi par la paroisse de la Présentation ; vers le nord-ouest, par la concession Saint-Pierre, le deuxième rang Richelieu, et les lots Nos 204, 384 et 385, du cadastre officiel de la paroisse de l'Immaculée Conception de Saint-Ours, aussi par le rang de l'Amiot et le troisième rang de la paroisse de Saint-Denis de la rivière Chambly.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Bernard ci-dessus décrites ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Bernard décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TRENTE-UNIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent huit, et dans la huitième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3377

Statute of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Saint Hyacinth, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes transmitted to the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint Bernard, in the counties of Richelieu and Saint Hyacinth, in the said Roman Catholic Diocese of Saint Hyacinth, to be as follows, that is to say :

The parish of Saint Bernard, in the counties of Richelieu and of Saint Hyacinth, is formed of a dismemberment of the parish of l'Immaculée Conception de Saint-Ours, in the county of Richelieu, and of dismemberments of each of the parishes of Saint-Jude and of Saint-Denis of the river Chambly, in the county of Saint-Hyacinth. Its territory is bounded as follows, to wit :

On the north east, by the parish of Saint Louis, and by lots Nos 204, 381 and 385, of the official cadastre of the parish of l'Immaculée Conception de Saint Ours, also by the sixth range, range des Allonges, and lots Nos. 37 and 136, of the official cadastre of the parish of Saint Jude ; on the south east, by the north east limit of the parish of Saint Denis the river Chambly, and the lots Nos. 476, 482, 663 and 685, of the official cadastre of that parish ; on the south east, by the sixth range, and the lots Nos. 37, 135, 136 and 294, of the official cadastre of the parish of Saint Jude, also by the parish of La Présentation ; on the north west, by the Saint Pierre concession, the second range Richelieu, and the lots Nos. 204, 384 and 385, of the official cadastre of the parish of l'Immaculée Conception de Saint-Ours, also by the range of l'Amiot and the third range of the parish of Saint Denis of the river Chambly.

NOW KNOWN YE, that we have confirmed, established and recognised, and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint Bernard aforesaid :

And We have erected and declared, and by these presents erected and declare the said parish of Saint Bernard, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable Sir LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguish Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this THIRTY FIRST day of AUGUST, in the year of Our Lord, on thousand nine hundred and eight, and in the eighth year of Our Reign.

By command,

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

3378

Canada,
Province de
Québec.
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que MM.
Procureur-Général. } Chs. H. Giroux, P. J. O. Rousseau, F. H. St. Germain et P. A. Papillon, commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Nicolet, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des dits statuts, fait un rapport de leur opinion au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, accompagné d'un procès-verbal de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Joseph de Blandford, dans les comtés de Nicolet et d'Arthabaska, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Saint-Joseph de Blandford, dans les comtés d'Arthabaska et de Nicolet, est formée d'une partie de la paroisse de Saint-Louis de Blandford, comté d'Arthabaska, d'une partie de la paroisse de Sainte-Sophie de Lévrard, comté de Nicolet, et de la partie du canton Blandford, non encore érigée en paroisse civile, qui appartient au comté de Nicolet.

Le territoire de la dite paroisse de Saint-Joseph de Blandford, est borné comme suit, savoir :

Vers le nord-est, par la ligne qui sépare la seigneurie de Deschailons de la seigneurie de Lévrard et du canton Blandford ; vers le sud-ouest, par chacune des lignes nord-est du premier rang du cinquième rang et du lot No 16 du dixième rang du canton Blandford ; vers le sud-est, par la ligne sud-est du dixième rang, la ligne sud-est du lot No 29 du 6^e rang, et la ligne sud-est du lot No 22 de chacun des rangs A et cinquième du dit canton Blandford ; vers le nord-ouest par la ligne qui sépare la huitième concession ou rang Saint-Jacques, de la neuvième concession, ou rang Saint-Raymond, de la seigneurie de Lévrard.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Joseph de Blandford ci-dessus décrites ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Joseph de Blandford décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TRENTE ET UNIEME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-

Canada,
Province of
Québec.
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King Defender of the Faith, &c., &c.

To a to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS Messrs. Chs.
Attorney General. } H. Giroux, P. J. O. Rousseau, F. H. St. Germain and P. A. Papillon, commissioners duly appointed for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Québec, in and for the Roman Catholic diocese of Nicolet, in Our province of Québec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said statutes, made to the Lieutenant Governor of Our said province of Québec, a return of their opinion, with a *procès verbal* of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint Joseph of Blandford, in the counties of Nicolet and Arthabaska, in the said Roman Catholic Diocese of Nicolet, to be as follows, that is to say :

The parish of Saint-Joseph de Blandford, in the counties of Arthabaska and of Nicolet, is formed of a part of the parish of Saint Louis of Blandford, county of Arthabaska, of a part of the parish of Sainte Sophie de Lévrard, county of Nicolet, and of the part of the township Blandford, not yet erected into a parish, which belongs to the county of Nicolet.

The territory of the said parish of Saint Joseph of Blandford, is bounded as follows, to wit :

On the north east by the line separating the seignory of Deschailons from the seignory of Lévrard and from the township Blandford ; on the south west, by each of the north east lines of the first range of the fifth range and of lot No. 16 of the tenth range of the township Blandford, on the south east, by the south east line the tenth range, the south east line of lot No. 29 of the 6th range, and the south east line of lot No. 22 of each of the ranges A and fifth of the said township Blandford ; on the north west, by the line separating the eighth concession or range Saint Jacques, from the ninth concession, or range Saint Raymond of the seignory of Lévrard.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint Joseph de Blandford aforesaid ;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint Joseph de Blandford to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this THIRTY FIRST day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand

Seigneur, mil neuf cent huit, et dans la huitième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3375

Avis du Gouvernement

Québec, 8 septembre 1908.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Jos. R. Lionel Lemieux, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la ville de Lévis, district de Québec, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Evariste Lemieux, en son vivant notaire public, de Lévis, district susdit, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

3399

La compagnie "Engineering Construction Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est dans la ville de Nicolet.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. E. N. Parker, de la ville de Nicolet.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 10 septembre 1908.

3433

La compagnie "The Bennett Theatrical Enterprise, Limited," a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Robert Atchison McVean, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 9 septembre 1908.

3409

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au ministre de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Labelle, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la paroisse de Notre-Dame de la Paix."

G. A. GIGAULT,
Sous ministre de l'Agriculture.

Québec, 8 septembre 1908.

3413

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour d'août 1908, constituant en corporation MM. J. Ernest Hallé, huissier, et Pierre N. Gariépy, forgeron, tous deux de La Patrie, dans le canton de Ditton, province de Québec, et George Prévost, Emile Gagnon et Remy Villeret, tous trois de Emberton, canton de Emberton, province de Québec, mineurs.

Chercher, ouvrir, explorer, développer, travailler, améliorer, maintenir et conduire des mines d'or, d'argent, de cuivre, de charbon, de fer et autres mines, minéraux et autres dépôts et propriétés et de creuser, lever, écraser, laver, fondre, essayer,

nine hundred and eight, in the eighth year of Our Reign.

By Command,

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

3376

Government Notices

Quebec, 8th September, 1908.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Jos. R. Lionel Lemieux, esquire, notary public, practising and residing in the town of Lévis, in the district of Quebec, asking for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Evariste Lemieux, in his lifetime notary public, of Lévis, in the said district, in accordance with the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

3400

The "Engineering Construction Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is in the town of Nicolet.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. E. N. Parker, of the town of Nicolet.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 10th September, 1908.

3434

"The Bennett Theatrical Enterprise, Limited," has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Robert Atchison McVean, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 9th September, 1908.

3410

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorize the formation of this club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Labelle, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the parish of Notre Dame de la Paix."

G. A. GIGAULT,
Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, 8th Sep'ember, 1908.

3414

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the thirty first day of August, 1908, incorporating Messrs. J. Ernest Hallé, bailiff, and Pierre N. Gariépy, blacksmith, both of La Patrie, in the township of Ditton, province of Québec, and George Prévost, Emile Gagnon and Remy Villeret, all three of Emberton, township of Emberton, province of Québec, miners.

To prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain, and manage gold, silver, copper, coal, iron and other mines, mineral and other deposits and properties and to dig for, raise, crush, wash, smelt, assay, analyze, reduce and amalgamate

analyser, réduire et amalgamer, et autrement traiter les métaux et minéraux appartenant ou non à la compagnie et les rendre propices pour le commerce, et de les vendre ou toute partie ou intérêt d'iceux, et en disposer autrement.

Acquérir par achat, bail, concession, licence, échange ou autre titre légal, des mines, terrains miniers, droits, propriétés minières ou tout intérêt y ayant rapport, métaux et minéraux et droits de mines, options, pouvoirs, privilèges, eau et autres droits, droits de patentes, lettres patentes d'inventions, opérations et machines ou autres inventions indispensables ou conditionnelles, soit solidairement ou conjointement avec autres, et comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et de louer, hypothéquer, placer sous licence, vendre, en disposer et faire autrement le commerce d'iceux ou toute partie d'iceux ou tout intérêt y ayant rapport.

Construire, maintenir, améliorer, faire travailler et mettre en opération, sur la propriété de la compagnie, ou sur la propriété contrôlée par la compagnie, des tramways, lignes de télégraphe ou de téléphone, réservoirs, écluses, canaux, chemins de course et autre, pouvoirs d'eau, aqueducs, puits, chemins, jetées, quais, bâtisses, boutiques, bocards et autres travaux et machines, matériel et fournitures électriques ou autres de toute description; acheter, vendre, manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de marchandises, effets, fournitures, provisions, biens et effets requis par la compagnie ou par ses ouvriers ou serviteurs.

Construire, acquérir, posséder, affréter, naviguer et employer des vaisseaux à vapeur ou autres.

Prendre, acquérir et posséder comme considération de minéraux et métaux, ou minéraux vendus, ou en disposer autrement ou pour effets fournis, ou par travail fait par contrat ou autrement, des actions, débetures, obligations ou autres garanties de la compagnie ou de toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de la compagnie incorporée en vertu de cette loi et de les vendre ou en disposer autrement.

Faire aucun arrangement de partage de profits, union d'intérêts ou coopération avec toute autre personne ou compagnie faisant ou étant sur le point de faire aucune affaire ou transaction qui peuvent être au bénéfice d'une compagnie incorporée en vertu de cette loi.

Acheter ou acquérir autrement et entreprendre ou en aucune partie de l'actif, affaires, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et dettes d'aucune personne ou compagnie faisant aucune partie des affaires qu'une compagnie incorporée en vertu de cette loi est autorisée à faire, ou possédant une propriété convenable pour les fins d'iceux.

Faire tous les actes, affaires, et choses en rapport ou nécessaires au progrès des susdits objets ou aucun d'eux, sous le nom de "The Prospect Hill Gold Mining Company", avec un capital total de vingt mille piastres (20,000 00), divisé en quatre mille (\$4,000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation dans la province, sera à "La Patrie", dans le canton de Ditton.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-unième jour d'août 1908.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de province.

-3387

No 474.08.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Changement de nom d'une municipalité scolaire.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Eusèbe de Cabano, comté de Temiscouata, ont demandé, par leur résolution adoptée le 1er mars 1908, de changer le nom de cette municipalité scolaire en celui de "Saint-Eusèbe." 3317.2

and otherwise treat ores, metals and minerals, whether belonging to the company or not and to render the same merchantable, and to sell and otherwise dispose of the same, or any part thereof, or any interest therein.

To acquire by purchase, lease, concession, license, exchange or other legal title, mines, mining lands, easements, mineral properties, or any interest therein, minerals and ores and mining claims, options, powers, privileges, water and other rights, patent rights, letters patent of invention, processes and mechanical or other contrivances, and either absolutely or conditionally and either solely or jointly with others, and as principals, agents, contractors or otherwise, and to lease, mortgage, place under license, hypothecate, sell, dispose of and otherwise deal with the same or any part thereof or any part therein.

To construct, maintain, alter, make, work and operate on the property of the company or on property controlled by the company, tramways, telegraph or telephone lines, reservoirs, dams, flumes, race and other ways, water powers, aqueducts, wells, roads, piers, wharves, buildings, shops, stamping mills, and other works and machinery, plant, and electrical and other appliances of every description, and to buy, sell, manufacture and deal in all kinds of goods, stores, implements, provisions, chattels and effects required by the company or its workmen or servants.

To build, acquire, own, charter, navigate and use steam or other vessels.

To take, acquire, and hold as the consideration for ores, metals or minerals sold or otherwise disposed of, or for goods supplied, or for work done by contract or otherwise, shares, debentures, bonds or other securities of or in any other company having objects similar to those of the company incorporated under this act, and to sell or otherwise dispose of the same.

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, or co-operation with any other person or company carrying on or about to carry on any business or transaction which may be of benefit to a company incorporated under this act.

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations, and liabilities of any person or company carrying on any part of the business which a company incorporated under this act is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes thereon.

To do all such acts matters and things as are incidental or necessary to the due attainment of the above objects, or any of them, under the name of "The Prospect Hill Gold Mining Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.000), divided into four thousand shares (4000) of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business of the corporation in the province, shall be at "La Patrie" in the township of Ditton.

Dated from the office of the provincial secretary, this thirty first day of August, 1908.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

3388

No. 474.08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Changing name of school municipality.

The school commissioners for the municipality of Saint Eusèbe de Cabano, county of Temiscouata, have asked, by their resolution passed on the 1st of March, 1908, to change the name of that school municipality to that of "Saint Eusèbe." 3318

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds sociaux; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. — Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published, as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave or bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the

règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,
G. C.

3297

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,
C. L. O.

3298

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Officer, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quasid il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que des dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou deman-

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the Incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any

dant quelqu'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

3299

Avis Divers

DEMEMBREMENT DE LA PAROISSE DE SAINT-GREGOIRE LE THAUMATURGE.

Paroisse Saint-Jean Berchmans,
Montréal, 29 mai 1908.

Avis public est par le présent donné que, par autorité de Monseigneur l'archevêque de Montréal, le territoire ci-après désigné, savoir :

Au sud-est par le chemin de fer du Pacifique Canadien, au nord-est par le centre de l'avenue Delorimier, au sud-ouest, partie par le centre de la rue Garnier et partie par la ligne qui passe entre les numéros quatre et deux et les numéros trois cent trente-un et trois cent trente-deux, du cadastre, au nord-ouest par les limites de la paroisse du Sault-au-Récollet, a été démembré de la paroisse de Saint-Grégore le Thaumaturge, pour devenir le dit territoire total ci-haut désigné, la nouvelle paroisse de Saint-Jean Berchmans, et être les résidents sur ce dit territoire et les possesseurs des terrains indiqués desservis par les curés ou desservants de la dite paroisse de Saint-Jean Berchmans, leur enjoignant de leur payer la dîme et les oblations telles qu'usitées et autorisées dans le diocèse, et de leur porter respect et obéissance dans toutes les choses qui appartiennent à la religion et qui intéressent leur salut.

L'ABBÉ J. D. ARTHUR GUAY,
Curé de Saint-Jean Berchmans,
Montréal.

3391

existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

3300

Miscellaneous Notices

DISMEMBERMENT OF THE PARISH OF SAINT GREGORY THAUMATURGOS.

Parish of Saint John Berchmans,
Montreal, 29th May, 1908.

Public notice is hereby given that, by authority of His Grace the Archbishop of Montreal, the territory hereinafter described, to wit :

Bounded on the south east by the Canadian Pacific railway, on the north east by the centre of Delorimier avenue, on the south west, partly by the centre of Garnier street, and partly by the line passing between numbers four and two and the numbers three hundred and thirty one and three hundred and thirty two, of the cadastre, on the north west by the limits of the parish of Sault au Récollet, has been dismembered from the parish of Saint Gregory Thaumaturgos, to become, the whole of the said territory herein above described, the new parish of Saint John Berchmans; the residents of the said territory and the possessors of the lands indicated, served by the curé and assistants of the said parish Saint John Berchmans, enjoining upon them to pay the tithes and fulfil the usual obligations authorized in the said diocese, and to pay them respect and obedience in all things appertaining to religion and which concern the salvation.

ABBE J. D. ARTHUR GUAY,
Curé of Saint John Berchmans,
Montreal.

3392

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE BELLE-CHASSE.

Avis public est par le présent donné par le sous-signé, P. C. Auguste Fournier, secrétaire-trésorier, que le 26 août dernier, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, d'approuver la résolution du conseil du comté de Bellechasse, passée le 10 juin aussi dernier, érigeant en municipalité de paroisse, sous le nom de municipalité de la paroisse Saint-Sabine, les lots des 10ème, 11ème, 13ème et 14ème rangs du canton Ware, les y compris le No 1 jusqu'au No 22, et le 15ème rang du canton Langevin, et les lots depuis et y compris le No 1 jusqu'au No 16, inclusivement, de chacun des 11ème et 12ème rangs du même canton.

P. C. A. FOURNIER,
Secrétaire-trésorier C. M. C. P.
Saint-Raphaël, 5 septembre 1908. 3367

Cour Supérieure.—District de Québec—No 2554.
—Dame Emma Gauthier, épouse de Adélaré Genest, de la paroisse de Saint-Thuribe, comté de Portneuf, dûment autorisée, vs Adélaré Genest, marchand, du même lieu. Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

TESSIER & COUILLARD,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 8 septembre 1908. 3411

Province de Québec, }
District de Gaspé, } *Cour de Circuit.*
Iles de la Madeleine. }
No 515.

Dame Marie Vigneau, de la paroisse de Sainte-Madeleine du Havre-aux-Maisons, dans les Iles de la Madeleine, district de Gaspé, épouse commune en biens d'Alexandre C. Arseneau, du même lieu, Demanderesse ;

vs
Le dit Alexandre C. Arseneau, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, en cette cause.

H. O. CHOLETTE,
Procureur de la demanderesse.
Amherst, 27 août 1908. 3371

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure*
District de Québec. }
No 2420.

Dame Rose Anna Racicot, de la cité de Québec, épouse de Michel Brunet, médecin, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Michel Brunet, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le deux de septembre courant.

AIME DION,
Procureur de la demanderesse.
Québec, 3 septembre 1908. 3345.2

Cour Supérieure—Québec.
No 870.

Dame Marie Alice Arthémise Lalonde, épouse commune en biens de François-Xavier Guérin, hôtelier, de la cité de Québec, Demanderesse ;

vs
Le dit François-Xavier Guérin, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse en cette cause.

ALPHONSE BERNIER,
Procureur de la demanderesse.
Québec, 7 août 1908. 2957.5

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF BELLE-CHASSE.

Public notice is hereby given by the undersigned, P. C. Auguste Fournier, secretary treasurer, that His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council, dated the twenty sixth day of August last, to approve the resolution of the municipal council of the county of Bellechasse, passed on the 10th day of June last, erecting in parish municipality, under the name of the parish of Sainte Sabine, every lots of the 10th, 11th, 12th, 13th and 14th ranges of the township Ware, every lots from and included No. 1 to No. 22, inclusively, of 13th range of township Langevin, and lots from and included No. 1 to No. 16th, inclusively of each of the 11th and 12th ranges, same township.

P. C. A. FOURNIER,
Secretary treasurer M. M. C. B.
Saint Raphaël, 5th September, 1908. 3368

Superior Court.—District of Québec.—No. 2554.
—Dame Emma Gauthier, wife of Adélaré Genest, merchant, of the parish of Saint-Thuribe, county of Portneuf, duly authorized, vs Adélaré Genest, merchant, of the same place. An action for separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

TESSIER & COUILLARD,
Attorneys for plaintiff.
Québec, 8th September, 1908. 3412

Province of Québec, }
District of Gaspé, } *Circuit Court.*
Magdalen Islands. }
No. 515.

Dame Marie Vigneau, of the parish of Saint Magdalen of House-Harbor, in the Magdalen Islands, district of Gaspé, wife common as to property of Alexandre C. Arseneau, of the same place, Plaintiff ;

vs
The said Alexandre C. Arseneau, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, in this cause.

H. O. CHOLETTE,
Attorney for plaintiff.
Amherst, 27th August, 1908. 3372

Canada, }
Province of Québec, } *Superior Court.*
District of Québec. }
No. 2420.

Dame Rose Anna Racicot, of the city of Québec, wife of Michel Brunet, physician, duly authorized to appear in judicial proceedings. Plaintiff ;

vs
The said Michel Brunet, of the same place, Defendant.

A suit for separation of property has been instituted in this cause, on the second of September instant.

AIME DION,
Attorney for plaintiff.
Québec, 3rd September, 1908. 3346

Superior Court.—Québec.
No. 870.

Dame Marie Alice Arthémise Lalonde, wife common as to property of François Xavier Guerin, bar-keeper, of the city of Québec, Plaintiff ;

vs
The said François Xavier Guerin, Defendant.
An action for separation of property has been instituted by the plaintiff in this cause.

ALPHONSE BERNIER,
Attorney for plaintiff.
Québec, 7th August, 1908. 2958

Province de Québec, }
 District de Bedford. } *Cour Supérieure*
 No 8003.

Dame Maria Anna Giddings, du canton de Potton, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de Malcolm T. Eldridge, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice pour toutes fins de la présente action,
 Demanderesse ;

vs
 Le dit Malcolm T. Eldridge, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 15e jour d'août 1908.

McKOWN & BOIVIN,
 Procureurs de la demanderesse.
 Sweetsburg, 15 août 1908. 3085.4

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
 No 93.

Dame Marie Aglaé Boucher, de la paroisse de Ste-Madeleine, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Boulay, cultivateur et commerçant, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
 Demanderesse ;

vs
 Le dit Jean-Baptiste Boulay, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le huit août courant (1908).

V. ERNEST FONTAINE,
 Avocat de la demanderesse.
 Saint-Hyacinthe, 8 août 1908. 2973.5

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Montréal, }
 No 2055.

Dame Phillis McRae, épouse de John J. Ryan, marchand, du village de Delormier, dans le district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs
 Le dit John J. Ryan, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 10ième jour d'août 1908.

GOUIN, LEMIEUX, MURPHY & BERARD,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 13 août 1908. 3039.5

District de Montréal.—Cour Supérieure.
 No. 1327.

Dame Arthémise Campeau, de la ville Saint-Louis, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, épouse de Joseph Landry, plombier, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux.

JODOIN & RENAUD,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 26 août 1908. 3279.3

Une action en séparation de biens a été instituée, le 8 août courant, par Dame Cordélia Cantin, épouse de Jean Charlebois, de Montréal, peintre, à la cour supérieure du district de Montréal, sous le numéro 1057.

CINQMARS & CINQMARS,
 Procureurs de la demanderesse.
 2983.3

Madame Adélie Lemoine, des cité et district de Saint-Hyacinthe, épouse de Ubalde Ledoux, ferblantier, ci-devant de la paroisse de Saint-Liboire, district de Saint-Hyacinthe, et maintenant de lieux inconnus, a, le 1er septembre courant, institué contre son dit époux une action en séparation de biens à la cour supérieure de ce district, sous No 108.

J. O. BEAUREGARD,
 Avocat de la demanderesse.
 Saint-Hyacinthe, 2 septembre 1908. 3359.2

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court.*
 No. 8003.

Dame Maria Anna Giddings, of the township of Potton, in the district of Bedford, wife common as to property of Malcolm T. Eldridge, of to the same place, farmer, and duly authorized to ester en justice, for all the purposes of the present action,
 Plaintiff :

vs
 The said Malcolm T. Eldridge, Defendant.
 An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 15th August instant 1908.

McKOWN & BOIVIN,
 Attorneys for plaintiff.
 Sweetsburg, 15th August, 1908. 3086

Province of Quebec, }
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
 No. 93.

Dame Marie Aglaé Boucher, of the parish of Sainte Madeleine, district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Jean Baptiste Boulay, farmer and trader, of the same place, and duly authorized to ester en justice to the ends hereof,
 Plaintiff ;

vs
 The said Jean Baptiste Boulay, Defendant.
 An action in separation as to property has been instituted in this case, on the eighth of August instant (1908).

V. ERNEST FONTAINE,
 Attorney for plaintiff.
 Saint Hyacinth, 8th August, 1908. 2974

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Montreal, }
 No. 2055.

Dame Phillis McRae, wife of John J. Ryan, merchant, of the village of Delormier, in the district of Montreal, duly authorized to ester en justice,
 Plaintiff ;

vs
 The said John J. Ryan, Defendant.
 An action for separation as to property was instituted in this cause, on the 10th day of August, 1908.

GOUIN, LEMIEUX, MURPHY & BERARD,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 13th August, 1908. 3040

District of Montreal.—Superior Court.
 No. 1327.

Dame Arthémise Campeau, of the town of Saint-Louis, district of Montreal, duly authorized to ester en justice, wife of Joseph Landry, plumber, of the same place, has this day, instituted an action for separation as to property against her husband.

JODOIN & RENAUD,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 26th August 1908. 3280

An action for separation as to property was instituted, on 8th August instant, by Dame Cordelia Cantin, wife of Jean Charlebois, of Montreal, painter, before the superior court of the district of Montreal, bearing number 1057.

CINQMARS & CINQMARS,
 Attorneys for plaintiff.
 2984

Madame Adélie Lemoine, of the city and district of Saint Hyacinth, wife of Ubalde Ledoux, tin-smith, heretofore of the parish of Saint Liboire, district of Saint Hyacinth, and now of unknown countries, has, on the 1st of September instant, entered against her said husband an action for separation of properties in the superior court of this district, No. 108.

J. O. BEAUREGARD,
 Attorney for plaintiff.
 Saint Hyacinth, 2nd September, 1908. 3360

Dame Philomène Faubert a institué, aujourd'hui, une action en séparation de biens contre son mari, Jean-Baptiste Allard, maçon, de la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay, devant la cour supérieure du district de Beauharnois, sous le No 1620.

OSCAR SENECAL,
Avocat de la demanderesse.
Valleyfield, 25 août 1908. 3245.3

Dame Philomène Faubert has instituted, this day, a suit for separation of property against her husband, Jean-Baptiste Allard, mason, of the parish of Saint Joachim of Châteauguay, before the superior court of the district of Beauharnois, in the case No. 1620.

OSCAR SENECAL,
Attorney for plaintiff.
Valleyfield, 25th August, 1908. 3246

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de C. E. Rhicard, hôtelier, Foster Station, P. Q.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 28 septembre 1908, après quoi le dividende sera payable à mon bureau.

J. O. MASSE,
Curateur.
3385

Waterloo, P. Q.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 168.

In re Ferdinand Quévillon, Montréal,

Failli.

Avis est par le présent donné que le dit failli a, ce jour, fait un abandon judiciaire complet de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire, à Montréal.

LEON LYONNAIS,
Gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Michaud,
Montréal, 5 septembre 1908. 3369

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Cie E. D. Marceau, Limitée, Montréal,

En liquidation.

Un premier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 28 septembre 1908.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Liquidateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 12 septembre 1908. 3403

Cour Supérieure.—Québec.

In re J. N. L'Ainé, de Lévis, Failli.

Un bordereau de dividende a été préparé et sera ouvert aux oppositions jusqu'au 21 septembre 1908, après quoi le dividende sera payable à mon bureau, No 5, rue Notre-Dame.

ALFRED LEMIEUX,
Curateur.
3397

Lévis, 5 septembre 1908.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

In re Napoléon Adam, de Lac Mégantic,

Failli.

Avis est par le présent donné que le failli ci-dessus a fait une cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Sherbrooke.

ALFRED LEMIEUX,
Gardien provisoire.

Lévis, 5 septembre 1908. 3395

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*

In the matter of C. E. Rhicard, hotel-keeper, Foster Station, P. Q.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be subject to objection until the 28th day of September, 1908, after which the dividend will be payable at my office.

J. O. MASSE,
Curator.
3386

Waterloo, P. Q.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 168.

In re Ferdinand Quévillon, Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that the above has, this day, made in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

LEON LYONNAIS,
Provisional guardian.

Office of Wilks & Michaud,
Montreal, 5th September, 1908. 3370

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re E. D. Marceau Co, Limited, Montreal,

In liquidation.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 28th September, 1908.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint Liquidators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street
Montreal, 12th September, 1908. 3404

Superior Court.—Québec.

In re J. N. L'Ainé, of Lévis, Insolvent.

A dividend sheet has been prepared and will be opened to objection until the 21st September, 1908, after which dividend will be paid at my office, No. 5, Notre Dame Street.

ALFRED LEMIEUX,
Curator.
3398

Lévis, 5th September, 1908.

Superior Court.—District of Saint Francis.

In re Napoleon Adam, of Lake Megantic,

Insolvent.

Notice is hereby given that the above insolvent has made an abandonment of his estate for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Sherbrooke.

ALFRED LEMIEUX,
Provisional guardian.

Lévis, 5th September, 1908. 3396

Province de Québec, }
 District de Beauce. } *Cour Supérieure*
 Re Wilfrid Giguère, marchand, Sainte Germaine de
 Dorchester, Débiteur, failli ;

et
 La Société de Prêts de la Beauce (enr.), Beauceville,
 Beauce, Requéranter cession.

Avis est par les présentes donné que le dit
 débiteur a fait, le deuxième jour du mois de sep-
 tembre courant (1908), un abandon judiciaire de
 ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau
 du protonotaire de la cour supérieure du district de
 Beauce.

F. G. FORTIER, N. P.,
 Gardien provisoire.

Beauceville, 3 septembre 1908. 3389

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 In re Thibodeau & Cyr, Saint-Louis, Mile End, P. Q.,
 Insolubles.

Avis vous est donné que, le 8e jour de septembre
 1908, par un ordre de la cour, nous avons été nom-
 més curateurs conjoints à la succession des sus-
 nommés qui ont fait une cession judiciaire de tous
 leurs biens et effets au bénéfice de leurs créanciers.
 Les réclamations doivent être produites à notre
 bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques,
 Montréal, 12 septembre 1908. 3401

Province de Québec, }
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
 No 4939.
 Olivier Lamarche, Requéranter ;

Aman Joubert, vs Défendeur, failli.

Avis est donné que, le quatrième jour du mois de
 septembre courant, le soussigné a été nommé par
 une ordonnance de la cour, curateur aux biens du
 dit Aman Joubert, qui a fait cession de ses biens
 pour le bénéfice de ses créanciers.

N. A. L. AUBIN,
 Berthier, en haut, P. Q.

Berthier, 5 septembre 1908. 3373

Règle de Cour

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
 No 88.

Eusèbe Yvon, bourgeois, de la cité de Saint-Hya-
 cinthe, Demandeur ;

vs

Pierre Messier, de la paroisse de Saint-Thomas
 d'Aquin, Défendeur ;

et

No 89.

Thomas Hébert, épiciier, de la cité de Saint-Hya-
 cinthe, Demandeur ;

vs

Le même Pierre Messier, Défendeur.

Les deniers provenant de la vente des biens
 meubles du défendeur ci-dessus ayant été rapportés
 en cour pour distribution, avec des oppositions allé-
 guant son insolvabilité, sur ordre de la cour, il est
 enjoint aux créanciers du dit défendeur de produire
 leurs réclamations sous quinze jours à compter de
 la date de la première insertion du présent avis.

ROY & BEAUREGARD,
 Protonotaire.

Saint-Hyacinthe, 9 septembre 1908. 3419

Province of Quebec, }
 District of Beauce. } *Superior Court.*
 Re Wilfrid Giguère, merchant, Sainte Germaine de
 Dorchester, Insolvent, debtor.

and
 La Société de Prêts de la Beauce, (enr.) Beauce-
 ville, Beauce, Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor, has,
 on the second day of September instant, made a
 judicial abandonment of his assets for the benefit
 of his creditors at the prothonotary's office of the
 superior court of the district of Beauce.

F. G. FORTIER, N. P.,
 Provisional guardian.

Beauceville, 3rd September, 1908. 3390

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In re Thibodeau & Cyr, Saint Louis, Mile End, P. Q.,
 Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 8th day of
 September, 1908, by order of the court, we were
 appointed joint curators to the estate of the above
 named, who has made a judicial abandonment of
 all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at our office within one
 month.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
 97, Saint James street.
 Montreal, 12th September, 1908. 3402

Province of Quebec, }
 District of Richelieu. } *Superior Court.*
 No. 4939.
 Olivier Lamarche, Petitioner ;

Aman Joubert, vs Defendant, insolvent.

Notice is given that, on the fourth day of
 September instant, by order of the court, the
 undersigned was appointed curator to the estate of
 the said Aman Joubert, who has made a judicial
 assignment of his assets for the benefit of his
 creditors.

N. A. L. AUBIN,
 Berthier, en haut, P. Q.

Berthier, 5th September, 1908. 3374

Rule of Court

Province of Quebec, }
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
 No. 88.

Eusèbe Yvon, gentleman of the city of Saint
 Hyacinth, Plaintiff ;

vs

Pierre Messier, of the parish of Saint Thomas
 d'Aquin, Defendant ;

and

No. 89.

Thomas Hébert, storekeeper, of the city of Saint
 Hyacinth, Plaintiff ;

vs

The said Pierre Messier, Defendant.

Moneys livied by the sale of moveables of the
 said defendant, having been returned in court for
 distribution, with oppositions alleging insolvency
 of said P. Messier, the creditors are called in upon
 the order of the court to file their claims within
 fifteen days from the date of the first insertion of
 that notice.

ROY & BEAUREGARD,
 Prothonotary.

Saint Hyacinth, 9th September, 1908. 3420

Licitations

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Hull, dans le district d'Ottawa, le 26 juin 1908, dans une cause dans laquelle Dame Elizabeth Aspect *alias* Zarns, de la ville de Buckingham, district d'Ottawa, épouse commune en biens de William Baker, autrefois hôtelier, du même lieu, et maintenant en pays inconnu; elle, dûment autorisée à ester en justice, est Demanderesse, et le dit William Baker, est Défendeur, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit: les lots 418 et 419, des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Buckingham—avec les bâtisses ci-dessus érigés, consistant dans une maison en brique et deux petites maisons en bois et autres dépendances.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, LUNDI, le 28 SEPTEMBRE prochain 1908, à DIX heures A. M., cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Hull; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver, devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

MAJOR ET FORTIER,

Procureurs de la demanderesse,
Hull, 17 août 1908. 3115.2
[Première publication, 22 août 1908.]

LICITATION.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, le premier jour de mars 1908, dans une cause où Edouard Morier, cultivateur, de la ville de Magog, dans le dit district de Saint-François, est Demandeur; et Gilbert Morier, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François, et Amanda Morier, de la ville de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse séparés de biens de Pierre Honoré Courtemanche, aussi de la dite ville de Sherbrooke, et le dit Pierre Honoré Courtemanche, pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, et Lila Morier, de la ville de Magog, dit district, épouse séparée de biens de Philias Senay, du même lieu, et le dit Philias Senay, pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, et Rose-Anna Morier, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François, épouse séparée quant aux biens de Joseph L. Mazurette, du même lieu, et le dit Joseph L. Mazurette, pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, et Alfred Morier, de Montgomery Centre, dans l'état du Vermont, l'un des états-unis d'Amérique; Christine Rainville, fille majeure, de Montréal, dans le district de Montréal, et Joseph Rainville, de la ville de Farnham, dans le district de Bedford, esqualité, tuteur de Anna Rainville, fille mineure, de la ville de Farnham, dans le dit district de Bedford, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles décrits comme suit, et tous situés dans le district de Saint-François.

1° Le lot No 331, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la ville de Magog—avec bâtisses dessus construites.

2° Les lots Nos 311, 312, du dit cadastre de la ville de Magog—avec bâtisses dessus construites.

3° Partie des lots Nos. 345, 346, du dit cadastre de Magog, décrits comme suit: les cinquante pieds

Licitations

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgement of the superior court, sitting at Hull, in the district of Ottawa, the 26th of June, 1908, in a cause in which Dame Elizabeth Aspect *alias* Zarns, of the town of Buckingham, district of Ottawa, wife common as to property of William Baker, formerly hotel-keeper, of the same place, and now residing in unknown countries; the said Dame Elizabeth Aspect, duly authorized to *ester en justice*, is Plaintiff, and the said William Baker, is Defendant, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit: lots Nos 418 and 419, of the official plan and book of reference of the town of Buckingham—with a brick house and two small wooden houses and other buildings thereon.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the 28th SEPTEMBER next, 1908, at TEN A. M., sitting the court, in the court room, of the court house, in the city of Hull; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the protonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

MAJOR & FORTIER,

Attorneys for plaintiff.
Hull, 17th August, 1908. 3116
[First published, 22nd August, 1908.]

LICITATION.

Public notice is hereby given that, under and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Sherbrooke, in the district of Saint Francis, the first day of March, 1908, in a cause which Edouard Morier, farmer, of the town of Magog, in the said district of Saint Francis, is Plaintiff; and Gilbert Morier, of the town of Magog, in the district of Saint Francis, and Amanda Morier, of the town of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife separated as to property of Pierre Honoré Courtemanche, also of the said town of Sherbrooke, and the said Pierre Honoré Courtemanche, to authorize his said wife for the purposes hereof, and Lila Morier, of the town of Magog, said district, wife separated as to property of Philias Senay, of the same place, and the said Philias Senay, to authorize his said wife for the purposes hereof, and Rose Anna Morier, of the town of Magog, in the district of Saint Francis, wife separated as to property of Joseph L. Mazurette, of the same place, and the said Joseph L. Mazurette to authorize his said wife for the purpose hereof, and Alfred Morier, of Montgomery Centre in the state of Vermont, one of the united states of America; Christine Rainville, spinster, of Montreal, in the district of Montreal, and Joseph Rainville, of the town of Farnham, in the district of Bedford, in his quality of tutor to Anna Rainville, a minor, of the town of Farnham, in the said district of Bedford, are Defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows and all situated in the district of Saint Francis.

1. Lot No. 331, of the official plan and book of reference of the cadastre for the town of Magog—with building thereon erected.

2. Lots Nos. 311, 312, of the said cadastre for the town of Magog—with the buildings thereon erected.

3. Part of the lots Nos. 345, 346, of the said cadastre of the town of Magog; bounded on the

sud des dits lots de ville 345 et 346, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Magog ; bornés au sud par la ligne sud des dits lots, à l'est par la rue Laurier, à l'ouest par la ligne ouest du lot 346, et au nord par une ligne allant parallèle avec la ligne sud des dits deux lots à une distance de 50 pieds—avec dépendances.

4° Le lot No 504, du dit cadastre de Magog—avec bâties dessus construites.

5° Les lots Nos 721-722, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le township de Magog—avec dépendances.

6° Un morceau de terre formant partie du lot No 600, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Magog, contenant 80 pieds de largeur, mesure précise et sur la rue Daragon, et s'étendant sur la même largeur jusqu'à l'extrémité ouest du dit lot ; borné comme suit : en front à l'est par la rue Daragon, au sud par le terrain de Charles Renaud, junior, à l'ouest par le lot 601 et le lot 602, et au nord par le résidu du dit lot No 600, vendu à un nommé Aubertin.

7° Un terrain désigné comme étant les lots Nos 1c et 1b, dans le 18ième rang du dit township de Magog, sur les plan et livre de renvoi officiels du dit township de Magog—avec bâties et dépendances.

8° Un terrain désigné comme étant le numéro 2c, dans le 18ième rang du township de Magog, sur les plan et livre de renvoi officiels du dit township de Magog—avec bâties dessus construites.

9° Partie des lots Nos 1382 et 1383, du township de Hatley, décrit comme suit : cinquante acres de terrain à être pris à l'extrémité est des lots Nos 1382 et 1383, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du township de Hatley, situé sur le côté nord du chemin conduisant de Magog à Sainte-Catherine ; borné et décrit comme suit : commençant sur le côté nord du chemin à la ligne divisant le rang 9 d'avec le rang 10, du dit township, de là s'étendant dans une direction nord-ouest suivant le dit chemin jusqu'à un point éloigné pour former une parallèle avec la dite ligne de la dite extrême est, des dits lots, les dits 50 acres—avec dépendances.

10° Un terrain désigné sur les plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Hatley, comme étant le No 10b, du 13ième rang du dit canton—avec bâties dessus construites.

11° Un terrain désigné sur les plan et livre de renvoi officiels, pour le canton de Magog, comme étant le lot No 10 A, dans le 13ième rang du dit canton de Magog.

Les propriétés ci-dessus désignées seront mises à l'enchère et adjugées au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-CINQ de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin, cour tenant dans la salle d'audience du palais de justice, dans la cité de Sherbrooke ; sujette aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposé dans le dit greffe dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de la faire.

M. O'BREADY,

Procureur du demandeur.

Sherbrooke, 19 août 1908.

[Première publication, 22 août 1908.]

south by the south line of the said lots, on the east by Laurier street, on the west by the west line of lot No. 346, and on the north by a line running parallel to the south line of the said two lots at a distance of 50 feet—with dependencies.

4. The lot No. 504, of the said cadastre of Magog—with buildings thereon erected.

5. The lots Nos. 721, 722, of the official plan of the cadastre for the township of Magog—with dependencies.

6. A piece of land forming part of lot No. 600, of the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Magog, containing 80 feet in width, precise measure and on Deragon street, and extending at the same width to the west extremity of the said lot ; bounded as follows : in front to the east by Deragon street, on the south by the lot of Charles Renaud, jr, on the west by lot 601 and lot 602, and on the north by the residue of the said lot No. 600, sold to one Aubertin.

7. A lot described as being lots Nos 1c and 1b, in the 18th range of the said township of Magog, on the official plan and book of reference of the said township of Magog—with buildings and dependencies.

8. A lot described as being number 2c, in the 18th range of the township of Magog, on the official plan and book of reference of the said township of Magog—with buildings thereon erected.

9. Part of the lots Nos. 1382 and 1383, of the township of Hatley, described as follows : Fifty acres of ground to be taken at the east extremity of the lots Nos. 1382 and 1383, of the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Hatley, situate on the north side of the road leading to the line dividing range 9 from range 10, of the said township, reaching from there in a north west direction following the said road to a point far enough off to form a parallel to the said line of the said east extremity, of the said lots, the said 50 acres—with dependencies.

10. A lot described on the official plan and book of reference for the township of Hatley, as being No. 10b, of the 13th range of the said township—with buildings thereon erected.

11. A lot described on the official plan and book of reference for the township of Magog, as being lot No. 10A, in the 13th range of the said township of Magog.

The immoveables above described* will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, the TWENTY FIFTH of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house in the city of Sherbrooke ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of prothonotary of the said court, and all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as above for the sale and adjudication ; and all oppositions for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be* forced closed from so doing.

M. O'BREADY,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 19th August, 1908.

[First published, 22nd August, 1908.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **F**ORTUNAT POULIN, De-
No 1005. } mandeur ; vs **M**OISE
POULIN, Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse Saint-Georges, en le premier rang du fief Sainte Barbe, côte nord-est du chemin public, contenant quarante pieds de front sur un demi arpent de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise ; borné en front par le chemin public, en arrière à Georges Poulin, au sud-est par la route privée qui sépare l'emplacement sus-décrit de celui de Benjamin Poulin, et au nord-ouest par l'emplacement de Georges Cloutier et J. J. Lavoie, à trois pieds de distance de la maison située sur l'emplacement présentement vendue, étant connu et désigné, l'emplacement ci-dessus, comme étant partie du lot numéro six cent-sept-quatre (607-4), du cadastre officiel de la dite paroisse Saint-Georges—circonstances et dépendances—avec en outre l'écore de la rivière Chaudière, en front du dit emplacement, étant partie du lot numéro six cent sept-cinq (607-5), du cadastre susdit.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges, Beauce, le **TREIZIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain (1908), à **ONZE** heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 9 septembre 1908.

3421

[Première publication, 12 septembre 1908.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **H**UBERT BRISSON,
District de Beauharnois. } Demandeur ; contre
No. 1145. } **F**ERDINAND ST GER-
MAIN, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Antoine Abbé, et connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la partie est de la dite paroisse de Saint-Antoine Abbé, sous les numéros cent soixante et un et cent soixante et deux (161 et 162)—avec les bâtisses et constructions sus-érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine Abbé, **MARDI**, le **TREIZIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain, 1908, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 8 septembre 1908.

3393

[Première publication, 12 septembre 1908.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **F**ORTUNAT POULIN, Plain-
No. 1005. } tiff ; vs **M**OISE POULIN,
Defendant.

A lot situate in the parish of Saint Georges, in the first range of the fief Sainte Barbe, north east side of the public road, containing forty feet in front by one half arpent in depth, the whole more or less, english measure ; bounded in front by the public road, in rear by Georges Poulin, on the south east by the private road separating the lot above described from that of Benjamin Poulin, and on the north west by the lot of Georges Cloutier and J. J. Lavoie, at three feet distance from the house situate on the lot now sold, being known and described as a part of lot number six hundred and seven-four (607-4), of the official cadastre of the said parish of Saint Georges—circumstances and dependencies, with moreover, the *écore* of the river Chaudière, in front of the said lot, being part of the lot number six hundred and seven-five (607-5), of the said cadastre.

To be sold at the church door of the parish of Saint Georges of Beauce, on the **THIRTEENTH** day of **OCTOBER** next (1908), at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 9th September, 1908.

3422

[First published, 12th September, 1908.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court.*

Province of Québec, } **H**UBERT BRISSON,
District of Beauharnois. } Plaintiff ; against
No. 1145. } **F**ERDINAND ST GER-
MAIN, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Antoine Abbé, known and described on the official plan and book of reference of the east part of the parish of Saint Antoine Abbé, as numbers one hundred and sixty one and one hundred and sixty two (161 and 162)—with the buildings and constructions thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Antoine Abbé, on the **THIRTEENTH** day of **OCTOBER** next, 1908, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 3rd September, 1908.

3394

[First published, 12th September, 1908.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : } **FABIEN DUMONT**,
No 4018. } charretier et rentier,
de la paroisse de Saint-Georges de Cacouna, Deman-
deur ; contre **MARTIAL DUMONT**, du même
lieu, Défendeur.

Un emplacement situé dans le village de Saint-Georges de Cacouna, contenant environ un quart d'arpent de front sur un arpent de profondeur—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances ; borné au sud-est au chemin de front, au nord-ouest au terrain de la succession de feu Benjamin Dionne, au nord-est encore au terrain de la dite succession, au sud-ouest à Marie Joseph Sirois, connu sous le numéro quarante-huit (No 48), du cadastre du village de Saint-Georges de Cacouna.

Pour être vendu à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Georges de Cacouna, le VINGT-TROISIEME jour de SEPTEMBRE 1908, à DIX heures de l'avant-midi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Fraserville, 19 août 1908. 3153.2
[Première publication, 22 août 1908].

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Montréal, à savoir : } **PIERRE JOSEPH**
No 115. } **CHARTRAND ET**
PAUL LOUIS TURGEON, tous deux comptables,
des cité et district de Montréal, curateurs, à ce
dément autorisé sous l'article 879 du code de procé-
dure civile de la province de Québec, comme cura-
teurs aux biens de **EMILE THEBERGE**, hôtelier,
du village de Valoisville, municipalité de la Pointe
Claire, failli, et Pierre Joseph Chartrand et al,
requérants.

1° Huit lots de terre situés à Valoisville, dans la paroisse de la Pointe-Claire, connus sous les numéros onze, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre et vingt-cinq et F (11, 20, 21, 22, 23, 24 et 25 et F), sur le plan de la subdivision officielle du lot No 57, sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la dite paroisse de Pointe-Claire.

2° La partie nord-est du lot No douze (12), sur le plan de subdivision du lot numéro officiel cinquante-sept (No 57), sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la dite paroisse de Pointe Claire, mesurant trente-six (36) pieds de front, quarante-cinq pieds en arrière par 136 pieds de profondeur sur la ligne sud-ouest, et 146 pieds de profondeur sur la ligne nord-est, et borné comme suit : en front par le chemin public, en arrière par partie du lot No 20, du dit plan de subdivision, et sur le côté nord-est par le numéro onze, du dit plan de subdivision, et du côté sud-ouest par le reste du dit lot numéro douze.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : } **FABIEN DUMONT**, car-
No. 4018. } ter and rentier, of the
parish of Saint Georges de Cacouna, Plaintiff ;
against **MARTIAL DUMONT**, of the same place,
Defendant.

A lot situate in the village of Saint George de Cacouna, containing about one quarter of an arpent in front by one arpent in depth—with a house and other buildings thereon erected, appurtenances and dependencies ; bounded on the south east by the front road, on the north west by the lot of the estate of the late Benjamin Dionne, on the north east also by the land of the said estate on the south west by Marie Joseph Sirois, known as number forty eight (No. 48), of the cadastre of the village of Saint Georges de Cacouna.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Georges de Cacouna, on the TWENTY THIRD day of SEPTEMBER, 1908, at TEN of the clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Fraserville, 19th August, 1908. 3154
[First published, 22nd August, 1908].

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Montreal, to wit : } **PIERRE JOSEPH CHAR-**
No. 115. } **TRAND AND PAUL**
LOUIS TURGEON, both accountants, of the city
and district of Montreal, curators hereunto duly
authorized under article 879 of the code of civil
procedure of the province of Quebec, as curators to
the estate of **EMILE THEBERGE**, hotel keeper,
of the village of Valoisville, municipality of Pointe
Claire, insolvent, and Pierre Joseph Chartrand et
al, petitioners.

1. Eight lots of land situate at Valoisville, in the parish of Pointe Claire, known under the numbers eleven, twenty, twenty one, twenty two, twenty three, twenty four and twenty five and F (11, 20, 21, 22, 23, 24 and 25 and F), on the plan of the official subdivision of lot No. 57, upon the official plan and book of reference of the municipality of the said parish of Pointe Claire.

2. The north east part of lot number twelve (12), of the subdivision plan of lot official number fifty seven (No. 57), on the official plan and book of reference of the municipality of the said parish of Pointe Claire, measuring 36 feet in front, forty-five feet in rear, by 136 feet in depth, on the south west line, and 146 feet in depth on the north east line, and bounded as follows : in front by the public road, in rear by part of lot No. 20, of said plan of subdivision, and on the north east side by number eleven, of said subdivision plan, and on the south west side by the balance of said lot number twelve.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

57
P. P.
Valoisville
en vertu des
de l'arrêté

Montréal, le QUATORZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 9 septembre 1908.
[Première publication, 12 septembre 1908.]

Shérif.
3417

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : }
No. 3440.

DAME FIDELIA LAJOIE, de la cité et du district de Montréal, épouse séparée de biens par contrat de mariage, de Joseph Poupert, médecin, du même lieu, et de ce dernier dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; contre les terres et tenements de DEMOISELLE MARY WHELAN, ANNIE WHELAN et ROSE PARNELL WHELAN, toutes trois filles majeures et usant de leurs droits, de la cité et du district de Montréal, Défenderesses.

Saisis comme appartenant à Mary Whelan, les immeubles suivants, savoir :

Trois lots de terre portant les numéros trois, quatre et cinq (Nos 3, 4 et 5), de la subdivision du lot numéro cinquante cinq (55), du plan officiel et livre de renvoi du quartier Saint-Laurent, en la cité de Montréal—avec trois (cottages) de trois étages, en pierre et en brique, portant les numéros civiques vingt-trois (23), vingt-cinq (25) et vingt-sept (27), de la rue Durocher, en la cité de Montréal, et les autres bâtisses dessus construites, avec le droit de passage en commun avec les autres dans la ruelle en arrière.

Saisis comme appartenant à Annie Whelan :

Quatre lots de terre portant les numéros un, deux dix et onze (Nos 1, 2, 10 et 11), de la subdivision du lot numéro cinquante-cinq (55), du plan officiel et livre de renvoi du quartier Saint-Laurent, en la dite cité de Montréal—avec deux cottages de trois étages en pierre et en briques, portant les numéros civiques vingt-neuf (29) et trente et un (31), de la rue Durocher, en la cité de Montréal, et autres bâtisses dessus construites, avec l'usage en commun avec les autres de la ruelle portant le numéro neuf (9), de la dite subdivision.

Saisis comme appartenant à Rose Parnell Whelan :

Trois lots de terre situés sur le côté nord-est de la rue Durocher, en la cité de Montréal, portant les numéros six, sept et huit (Nos 6, 7 et 8), de la subdivision du lot numéro cinquante-cinq, du plan officiel et livre de renvoi du quartier Saint-Laurent, de la dite cité de Montréal—avec trois cottages de trois étages en pierre et en briques dessus construits, portant les numéros civiques 17, 19 et 21, de la rue Durocher, et autres bâtisses dessus construites, et avec le droit d'usage en commun, avec les autres de la ruelle en arrière.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 9 septembre 1908.
[Première publication, 12 septembre 1908.]

Shérif.
3435

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : }
No. 389.

J. CLEOPHAS LAMOTHE et CHARLES CHAMPOUX, tous deux avocats, des cité et district de Montréal, et y pratiquant ensemble et en société sous la raison sociale de "Lamothe et Champoux," Demandeurs ; contre les terres et tenements de HENRY W. PRENDERGAST, des cité et district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent soixante et neuf (No 169), subdivision deux (2), sur le plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, (p. 169-2), de la cité de Montréal, contenant cinquante pieds de largeur par cinquante deux de profondeur ; borné en front par la rue Ontario, dans la cité de Montréal, en arrière, par la propriété appartenant

on the FOURTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office, Montréal, 9th September, 1908.
[First published, 12th September, 1908.]

Sheriff.
3418

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : }
No. 3440.

DAME FIDELIA LAJOIE, of the city and district of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Joseph Poupert, physician, of the same place, and by this latter duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ; against the lands and tenements of MISS MARY WHELAN, ANNIE WHELAN and ROSE PARNELL WHELAN, all spinsters in the exercise of their rights of the city and the district of Montreal, Defendants.

Seized as belonging to Mary Whelan, the following immoveables, to wit :

Three lots of land bearing the numbers three, four and five (Nos. 3, 4 and 5), of the subdivision of lot number fifty five (55), of the official plan and book of reference of the Saint Lawrence ward, in the city of Montreal—with three stone and brick cottages, three stories high bearing the civic numbers twenty three (23), twenty five (25) and twenty seven (27), of Durocher street, in the city of Montreal, and other buildings thereon erected, and the right of use in the lane in rear, in common with others.

Seized to belonging to Annie Whelan :

Four lots of land bearing the numbers one, two, ten and eleven (Nos. 1, 2, 10 and 11), of the subdivision of lot number fifty five (55), of the official plan and book of reference of the Saint Lawrence ward of the said city of Montreal—with two stones and brick cottages, three stories high, bearing the civic numbers twenty nine (29) and thirty one (31), of Durocher street, in the city of Montreal, and other buildings thereon erected, with the use in common with others, of the lane bearing the number nine (9) of the said subdivision.

Seized as belonging to Rose Parnell Whelan :

Three lots of land situate on the north east side of Durocher street, in the city of Montreal, bearing the numbers six, seven and eight (6, 7 and 8), of the subdivision of lot number fifty five (55), of the official plan and book of reference of the Saint Lawrence ward, of the said city of Montreal—with three stone and brick cottages, three stories high thereon erected, bearing the civic numbers 17, 19 and 21, of Durocher street, and other buildings thereon erected and with the right of use of the land in rear, in common with others.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of OCTOBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 9th September, 1908.
[First published, 12th September, 1908.]

Sheriff.
3436

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : }
No. 389.

J. CLEOPHAS LAMOTHE and CHARLES CHAMPOUX, both advocates, of the city and district of Montreal, and practising together there in partnership under the style and firm of "Lamothe & Champoux", Plaintiffs ; against the lands and tenements of HENRY W. PRENDERGAST, of the city and district of Montreal, Defendant.

1. A lot of land known and described as forming part of the lot number one hundred and sixty nine (No. 169), subdivision two (2), on the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, containing fifty feet in width by fifty two feet in depth ; bounded in front by Ontario street, in the city of Montreal, in rear by the property of D. H. Jones, on one side by the residue of

à D. H. Jones, d'un côté par le résidu de la dite subdivision deux, et de l'autre côté par la rue Platt, dans la cité de Montréal—avec maison et bâtisses dessus construites.

2° Cinq lots de terre ayant front sur la rue DeLorimier, en la dite cité de Montréal, connus et désignés sous les Nos 5, 6, 7, 8 et 9, de la subdivision du lot No 1225, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie—avec maison et bâtisses dessus construites.

3° Un lot de terre étant un emplacement situé dans le quartier Saint-Gabriel, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro 2883, du plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; borné en front par la rue Centre—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

4° Un lot de terre faisant front sur la rue Sherbrooke, dans la cité de Westmount, et étant la moitié nord-est du lot 26, sur le plan de subdivision, et connu et désigné sous le No 244, des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, ayant un front de 25 pieds et 3 pouces sur une profondeur de 104 pieds et 6 pouces et une superficie de 2637 pieds; borné en arrière par une partie du lot 244-31, du côté nord-est par le lot 244-27, du côté sud-ouest par la moitié du dit lot 244-26—avec maison et dépendances sus-érigées.

5° La moitié indivise d'un emplacement sur la rue Shaw, dans le quartier Sainte-Marie, Montréal, contenant en largeur 112 pieds et 6 pouces, par une profondeur de 76 pieds, mesure anglaise, et étant composé: 1° de deux lots de terre connus sous les Nos 584 et 585, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, et secondement, de la partie nord-ouest du lot de terre portant le No 583, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit quartier Sainte-Marie, contenant 12 pieds et 6 pouces de largeur par toute la profondeur du dit lot; borné comme suit: en front par la rue Shaw, par lot officiel No 106, au sud-est par le résidu du lot No 583, et au nord-ouest par le lot 584—avec les bâtisses ci-dessus érigées, étant les numéros 260 et 276, de la dite rue Shaw, et la dite propriété étant sujette au droit de passage en arrière de la dite propriété, à communiquer sur la rue Nonancourt, en faveur des propriétaires de la partie sud-est du dit lot officiel No 583, du quartier Sainte-Marie.

6° Un emplacement situé dans la cité de Westmount, district de Montréal, contenant 25 pieds de largeur sur une profondeur de 112 pieds et 6 pouces, mesure anglaise; plus ou moins, composé: 1° d'un lot connu comme étant la subdivision 28e, sur les plan et livre de renvoi officiels, subdivision du lot No 208, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la municipalité de la paroisse Montréal, contenant une largeur de 13 pieds par une profondeur de 112 pieds et 6 pouces, et secondement de la partie nord-est du lot No 29c, subdivision du lot No 208, contenant une largeur de 112 pieds; borné en front au sud-est par la rue Sherbrooke, en arrière par le lot No 208, subdivision 29b, au nord-est par le lot No 208, subdivision 28c, et au sud-ouest par le résidu de la subdivision 29c—avec les maisons et dépendances ci-dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 9 septembre 1908. 3415
[Première publication, 12 septembre 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } MATTHEWS, FORTIER
No 15169. } & MONETTE, corps
incorporé de Montréal, y ayant son principal bureau
d'affaires, Demandeurs; contre les terres et tènements
de JOSEPH PELOQUIN, de Montréal,
Défendeur.

Un lot de terre avec bâtisses y érigées, situé dans

the said subdivision two, and on the other side by Platt street, in the city of Montreal—with house and buildings thereon erected.

2. Five lots of land fronting on DeLorimier street, in the said city of Montreal, known and described as Nos. 5, 6, 7, 8 and 9, of the subdivision of the lot No. 1223, of the official plan and book of reference of Saint Mary's ward—with house and buildings thereon erected.

3. A lot of land being a lot situate in the Saint Gabriel ward, in the city of Montreal, known and described as number 2883, of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal; bounded in front by Centre street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4. A lot of land fronting on Sherbrooke street, in the city of Westmount, and being the north east half of lot 26, on the subdivision plan, and known and described as No. 244, of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring in front 25 feet 3 inches by a depth of 104 feet 6 inches, and an area of 2637 feet; bounded in rear by a part of lot 244-31, on the north eastside by lot 244-27, on the south west side by the half of the said lot 244-26—with house and dependencies thereon erected.

5. The undivided half of a lot on Shaw street, in Saint Mary's ward, Montreal, containing in width 112 feet 6 inches, by a depth of 76 feet, english measure, being comprised: 1. of two lots of land known as Nos. 584 and 585, on the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, and secondly, of the north west part of the lot of land bearing the No. 583, of the official plan and book of reference of the cadastre of the said Saint Mary's ward, containing 12 feet, 6 inches in width by the whole depth of the said lot; bounded as follows, in front by Shaw street, the official lot No. 106, on the south east by the residue of the lot No. 583, and on the north west by lot 584—with the buildings thereon erected, being the numbers 26 and 27, of the said Shaw street, and the said property being object to the right of passage in rear of the said property to communicate with Nonancourt street, in favor of the proprietors of the south east part of the said official lot No. 583, of Saint Mary's ward.

6. A lot situate in the city of Westmount, district of Montreal, containing 25 feet in width by a depth of 112 feet 6 inches, english measure, more or less, composed: 1. Of a lot known as being the subdivision 28e, on the official plan and book of reference, subdivision of lot No. 208, of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing a width of 13 feet by a depth of 112 feet 6 inches, and secondly, of the north east part of lot No. 29c, subdivision of the lot No. 208, containing a width of 112 feet; bounded in front to the south east by Sherbrooke street, in rear by lot No. 208, subdivision 29b, on the north east by lot No. 208, subdivision 28c, and on the south west by the residue of the subdivision 29c—with the houses and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Shérif.
Montreal, 9th September, 1908. 3416
[First published, 12th September, 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MATTHEWS, FORTIER &
No 15169. } MONETTE, a body corporate
of Montreal, and having its chief place of
business there, Plaintiffs; against the lands and
tenements of JOSEPH PELOQUIN, of Montreal,
Defendant.

A lot of land with the buildings thereon erected,

le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal; borné en front par la rue Ontario, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, comté d'Hochelaga, district de Montréal, sous le numéro cent trente-quatre (134), de la subdivision officielle du lot No primitif vingt-trois (23).

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 18 août 1908. 3155.2
[Première publication, 22 août 1908.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de Circuit.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir: } **M**ATTHEW J. WILSON ET
No 4765. } **A**L, Demandeurs; contre
OCTAVE J. BEAUCHAMP, Défendeur; à savoir:

1° Tout ce morceau de terre situé dans le canton de Templeton, dans le district d'Ottawa, faisant partie du lot numéro seize (16), du quatrième rang du dit canton, contenant deux acres en superficie; commençant au coin sud-ouest de la moitié est de la moitié nord du dit lot; borné comme suit: en front par un chemin qui passe dans la ligne entre la moitié nord et moitié sud du dit lot, à l'ouest par la moitié ouest de la moitié nord du même lot, et à l'est et nord par le reste de la moitié est de la moitié nord du même lot, appartenant à Joseph O. Beauchamp, père—avec le magasin et autres bâtisses dessus construites.

2° Un morceau de terre formant partie du lot numéro douze (12), dans le deuxième rang du dit canton de Templeton, contenant 105 pieds de front sur le côté est du chemin Perkins par 210 pieds de profondeur, et borné comme suit: au nord par partie du même lot appartenant au Dr V. Déry, à l'est et au sud par partie du même lot appartenant à J. C. Boyce, et à l'ouest par le chemin de Perkins Mills—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, en la cité de Hull, le QUINZIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 9 septembre 1908. 3429
[Première publication, 12 septembre 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—Saint-Ignace de Nominingue.
Ottawa, à savoir: } **J**EAN B. BERTHIAUME,
No 353. } hôtelier, du canton de
Loranger, district d'Ottawa, Demandeur; contre
THOMAS A. BRISSON, médecin, du village de
Laprairie, district de Montréal, Défendeur, à
savoir:

Ces étendues de terre connues comme lots 25, 26, 27, 28 et 29, dans le rang G, du canton de Joly, dans la paroisse de La Nativité de Marie de Labelle, dans le district d'Ottawa—avec les bâtisses surélevées, les dits lots étant respectivement bornés comme suit:

1° Le dit No 25, est borné au nord au lot No 30 (rang G), et appartenant à la Couronne, au sud au lac Labelle, à l'est au lot No 26, et appartenant au défendeur, et à l'ouest au lot No 24, appartenant à un inconnu et est inoccupé.

situé en Hochelaga ward of the city of Montreal; bounded in front by Ontario street, known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, county of Hochelaga, district of Montreal, as number one hundred and thirty four (134), of the official subdivision of the lot primitive number twenty three (23).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 18th August, 1908. 3156
[First published, 22nd August, 1908.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Circuit Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit: } **M**ATTHEW J. WILSON ET
—No. 4765. } **A**L, Plaintiffs; against
OCTAVE J. BEAUCHAMP, Defendant, to wit:

1. All that piece of land situate in the township of Templeton, in the district of Ottawa, forming part the lot number sixteen (16), of the fourth range of said township, containing two acres in superficies, beginning at the south west corner of the east half of the north half of the said lot, and bounded as follows: in front by a road which passes on the line between the north half and south half of the said lot, to the west by the west half of the north half of the same lot, and to the east and north by the balance of the east half of the north half of the same lot, belonging to Joseph O. Beauchamp, senior—with the store house and other buildings thereon erected.

2. A piece of land forming part of the lot number twelve (12), in the second range of the said township of Templeton, containing 105 feet frontage on the east side of the Perkins road—by 210 feet in depth, and bounded as follows: to the north by part of the same lot belonging to Dr. V. Déry, to the east and south by part of the same lot belonging to J. C. Boyce, and to the west by the Perkins Mill road—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 9th September, 1908. 3430
[First published, 12th September, 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrates Court.—Saint Ignace de Nominingue.
Ottawa, to wit: } **J**EAN B. BERTHIAUME,
No. 353. } hotel keeper, of the town-
ship of Loranger, district of Ottawa, Plaintiff;
against **T**HOMAS A. BRISSON, physician, of the
village of Laprairie, district of Montreal, Defend-
ant, to wit:

Those pieces of land known as lots 25, 26, 27, 28 and 29, in range G, of the township of Joly, in the parish of La Nativité de Marie de Labelle, in the district of Ottawa—with the buildings thereon erected, the said lots being respectively bounded as follows:

1. The said No. 25, is bounded to the north by lot No. 30 (range G), and belonging to the Crown, to the south by Lake Labelle, to the east by lot No. 26, and belonging to defendant, and to the west by lot No. 24, belonging to an unknown and unoccupied.

2° Le dit No 26, est borné au nord au lot No 30 (rang G), et appartenant à la Couronne, au sud au lac Labelle, à l'est au lot No 27, appartenant au défendeur, et à l'ouest au No 25, appartenant au défendeur.

3° Le dit No 27, est borné au nord par le lot No 30 (rang G), appartenant à la Couronne, au sud par le lac Labelle, à l'est par le lot No 28, appartenant au défendeur, et à l'ouest par le lot No 26, appartenant au défendeur.

4° Le dit No 28, est borné au nord par le lot No 30 (rang G), appartenant à la Couronne, au sud par le lac Labelle, à l'est par le lot No 29, appartenant au défendeur, et à l'ouest par le lot No 27, appartenant au défendeur.

5° Le dit No 29, est borné au nord par le lot No 30 (rang G), appartenant à la Couronne, au sud par le lac Labelle, à l'ouest par le lot No 28, appartenant au défendeur, et à l'est par certains lots portant les Nos 26, 27, 28 et 29, dans le rang H, du dit canton de Joly, et appartenant respectivement à Joseph Saindon, L. Jubinville et Aldéric Houle.

Pour être vendues à la porte de l'église, dans le village de Labelle, dit district, le TREIZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Hull, 9 septembre 1908. [Première publication 12 septembre 1908.]

2. The said No. 26, is bounded to the north by lot No. 30 (range G), and belonging to the Crown, to the south by Lake Labelle, to the east by lot No. 27, belonging to defendant, and to the west by lot No. 25, belonging to defendant.

3. The said No. 27, is bounded to the north by lot No. 30 (range G), and belonging to the Crown, to the south by Lake Labelle, to the east by lot No. 28, belonging to defendant, and to the west by lot No. 26, belonging to defendant.

4. The said No. 28, is bounded to the north by lot No. 30 (range G), and belonging to the Crown, to the south by Lake Labelle, to the east by lot No. 29, belonging to defendant, and to the west by lot No. 27, belonging to defendant.

5. The said No. 29, is bounded to the north by lot No. 30 (range G), belonging to the Crown, to the south by Lake Labelle, to the west by lot No. 28, belonging to defendant, and to the east by certain lands bearing Nos. 26, 27, 28 and 29, in range H, of the said township of Joly, and belonging respectively to Joseph Saindon, L. Jubinville and Alderic Houle.

To be sold at the church door, in the village of Labelle, said district, on the THIRTEENTH day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Hull, 9th September, 1908. [First published, 12th September, 1908.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, No 3632. } **JOSEPH ROY**, de la ville de Saint-Germain de Rimouski, rentier, Demandeur; contre **MOUSSEAU DRAPEAU, MARIELLE DRAPEAU**, fille majeure, usant de ses droits, autrefois de la ville de Saint-Germain de Rimouski, maintenant de la cité de Montréal, et Rodolphe Alfred Drapeau, avocat, ci-devant de la ville de Saint-Germain de Rimouski, absent de la province de Québec, Défendeurs.

1° Le lot numéro cent (100), des plan et livre officiels de la ville de Saint-Germain de Rimouski, étant un emplacement situé en la dite ville, sur le côteau, contenant un arpent de profondeur sur un demi arpent de front; le tout plus ou moins—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; à charge d'une rente foncière de trente-deux piastres (\$32.00), payable annuellement à M. Charles Lepage.

2° Un terrain situé en la ville de Saint-Germain de Rimouski, étant partie de numéro cent un (No 101), du cadastre de la dite ville de Saint-Germain de Rimouski, mesurant quatre-vingt-seize pieds de front sur cent-quatre-vingt-trois pieds de profondeur; borné au nord au sommet de la côte qui s'y rencontre à M. Lepage, à l'est à la dite Dame Drapeau, au sud à la rue Saint-Jean, et à l'ouest à M. C. F. Déry; à charge d'une rente de vingt-quatre piastres par année, et si le dit terrain passe à une autre famille qu'à celle de Madame Drapeau, a rente sera de trente piastres (\$30.00) par année.

Pour être vendus au bureau du shérif, en la ville de Saint-Germain de Rimouski, le VINGT-QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1908, à DIX heures de l'avant-midi.

CHARLES D'ANJOU,

Bureau du shérif, Rimouski, 19 août 1908. [Première publication, 22 août 1908.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Canada, Province of Québec, District of Rimouski, No. 3632. } **JOSEPH ROY**, of the town of Saint Germain de Rimouski, rentier, Plaintiff; against **MOUSSEAU DRAPEAU, MARIELLE DRAPEAU**, spinster, in the enjoyment of her rights, formerly of the town of Saint Germain de Rimouski, and now of the city of Montreal, and Rodolphe Alfred Drapeau, advocate, formerly of the town of Saint Germain de Rimouski, and now absent from the province of Quebec, Defendants.

1. Lot number one hundred (100), of the official plan and book of reference of the town of Saint Germain de Rimouski, being a lot situate in the said town, on the hill, containing one arpent in depth by one half arpents in front, the whole more or less—with buildings thereon erected, circumstances and dependences; subject to the charge of a ground rent of thirty two dollars (\$32.00), payable yearly to Mr. Charles Lepage.

2. A lot situate in the town of Saint Germain de Rimouski, being part of number one hundred and one (No. 101), of the cadastre of the said town of Saint Germain de Rimouski, measuring ninety six feet in front by one hundred and eighty three feet in depth; bounded on the north at the top of the hill which is there by Mr. Lepage, on the east by the said Dame Drapeau, on the south by Saint John street, and on the west by C. F. Dery; subject to the charge of a rent of twenty four dollars a year, and, if the said lot passes to any other family than that of Madame Drapeau, the rent will be of thirty dollars (\$30.00) a year.

To be sold at sheriff's office, in the town of Saint Germain de Rimouski, on the TWENTY FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES D'ANJOU,

Sheriff's Office, Rimouski, 19th August, 1908. [First published, 22nd August, 1908.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-François
Saint-François, à savoir: } **F**IRMIN CAMPBELL
No 436. } ET AL, Demandeurs;
contre J. A. ARCHAMBAULT, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le quartier sud de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme lot numéro treize cent trois (1303), sur le plan du cadastre et au livre de renvoi officiels pour le quartier sud de la dite cité de Sherbrooke; borné en front par la rue Wellington—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau du shérif, dans la cité de Sherbrooke, le TREIZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

R. A. BIRON,
Député Shérif.
Bureau du Shérif, Sherbrooke, 8 septembre 1908. 3423
[Première publication, 12 septembre 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir: } **L**ES COMMISSAIRES
No 721. } D'ECOLES POUR
LA MUNICIPALITE D'ASCOT-CORNER, dans
les comtés de Sherbrooke, Compton et Richmond,
corps politique et incorporé, ayant son principal
bureau d'affaires dans la dite municipalité d'Ascot-
Corner, dans le district de Saint-François, Deman-
deurs; contre JOSEPH AZARIE ARCHAM-
BAULT, de la cité de Sherbrooke, dans le district
de Saint-François, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Nord de la dite cité de Sherbrooke, connu et désigné sur les plan du cadastre et livre de renvoi officiels pour le quartier Nord de la dite cité de Sherbrooke, sous le numéro quatre cent cinquante-huit (458); borné en front par la rue London—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, dans la cité de Sherbrooke, le TREIZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

R. A. BIRON,
Député Shérif.
Bureau du Shérif, Sherbrooke, 8 septembre 1908. 3425
[Première publication, 12 septembre 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir: } **L**A BANQUE NATIONALE,
No 594. } TIONALE, Demanderesse; contre FRANK ROBERGE, Défendeur.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro douze-soixante et neuf (12-69), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Westbury, dans le deuxième rang du dit canton, dans le comté de Compton—avec les bâtisses et dépendances sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis de Westbury, le VINGT-DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

R. A. BIRON,
Député-Shérif.
Bureau du Shérif, Sherbrooke, 19 août 1908. 3149.2
Première publication, 22 août 1908.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis
Saint Francis, to wit: } **F**IRMIN CAMPBELL
No. 436. } ET AL, Plaintiffs;
against J. A. ARCHAMBAULT, Defendant.

A piece of land situate in the south ward of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, known and described as being lot number thirteen hundred and three (1303), on the plan of the official cadastre and book of reference of south ward of the said city of Sherbrooke; bounded in front by Wellington street—with the buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, in the city of Sherbrooke, on the THIRTEENTH day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

R. A. BIRON,
Deputy Sheriff.
Sheriff's Office, Sherbrooke, 8th September, 1908. 3424
[First published, 12th September, 1908.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit: } **T**HE SCHOOL COM-
No. 721. } MISSIONERS FOR
THE MUNICIPALITY OF ASCOT-CORNER, in
the counties of Sherbrooke, Compton and Rich-
mond, a body politic and corporate, having its
principal place of business in the said municipality
of Ascot-Corner, in the district of Saint Francis,
Plaintiffs; against JOSEPH AZARIE ARCHAM-
BAULT, of the city of Sherbrooke, in the district
of Saint Francis, Defendant.

A lot of land situate and being in North ward of the said city of Sherbrooke, known and described on the official plan of the cadastre and book of reference for North ward of the said city of Sherbrooke, as number four hundred and fifty eight (458); bounded in front by London street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the sheriff's office, in the city of Sherbrooke, on the THIRTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

R. A. BIRON,
Deputy Sheriff.
Sheriff's Office, Sherbrooke, 8th September, 1908. 3426
(First published, 12th September, 1908.)

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit: } **L**A BANQUE NATIONALE,
No. 594. } NALE, Plaintiff;
against FRANK ROBERGE, Defendant.

A lot of land known and designated under the number twelve-sixty nine (12-69), on the official cadastral plan and book of reference for the township of Westbury, in range two of the said township, in the county of Compton—with the buildings and dependencies thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Louis of Westbury, on the TWENTY SECOND day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

R. A. BIRON,
Deputy Sheriff.
Sheriff's Office, Sherbrooke, 19th August, 1908. 3150
[First published, 22nd August, 1908.]

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 10 septembre 1908, de nommer conseillers de la municipalité du village de la Pointe-à-Gatineau, comté d'Ottawa, en vertu de l'article 341 du code municipal, MM. Alphonse Legault, pour le quartier No 1; Ovila Robitaille, pour le quartier No 2; Gabriel Vaive, pour le quartier No 3, et David Séguin, pour le quartier No 4. 3441

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 4376.

Dame Catherine Dupuis, de la paroisse de Sainte-Julienne, district de Joliette, épouse commune en biens de Hormidas Chaput, autrefois cultivateur, du même lieu, et maintenant absent de cette province, la dite Dame Catherine Dupuis étant dûment autorisée à ester en justice, par ordonnance d'un juge de cette cour,

Demanderesse ;

vs

Le dit Hormidas Chaput, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 11 août 1908.

HECTOR TRUDEAU,

Avocat et procureur de la demanderesse.

Joliette, 11 août 1908.

3437

Avis de Faillites

District de Chicoutimi.

Dans l'affaire de Achille Tremblay, marchand, Hébertville Station, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 10 septembre 1908, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,

Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.

Québec, 10 septembre 1908.

3451

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 4362.

Dans l'affaire de Joseph Morin, Saint-Théodore de Chertsey, Failli.

Avis est donné que, le 3e jour de septembre 1908, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

AMEDEE LAMARCHE,

HONORIUS LAURENCELLE,

Curateurs conjoints.

Bureau de Lamarche & Laurencelle,
Bâtisse Assurance Royale,
No 2, Place D'Armes.

Montréal, 10 septembre 1908.

3443

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 10th of September, 1908, to appoint as councillors of the municipality of the village of Gatineau Point, county of Ottawa, in virtue of article 341 of the municipal code, Messrs. Alphonse Legault, for No. 1 ward; Oliva Robitaille, for No. 2 ward; Gabriel Vaive, for No. 3 ward, and David Séguin, for No. 4 ward. 3442

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 4376.

Dame Catherine Dupuis, of the parish of Sainte-Julienne, wife common as to property of Hormidas Chaput, formerly farmer, of the same place, and now absent from this province, the said Dame Catherine Dupuis being duly authorized to appear in judicial proceedings by order of a judge of this court,

Plaintiff ;

vs

The said Hormidas Chaput, Defendant.

A suit for separation of property has been brought by the plaintiff against the defendant, on the 11th of August, 1908.

HECTOR TRUDEAU,

Advocate and attorney for plaintiff.

Joliette, 11th August, 1908.

3438

Bankrupt Notices

District of Chicoutimi.

In the matter of Achille Tremblay, merchant, Hébertville Station, Insolvent.
In virtue of an order of the court, dated 10th September, 1908, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,

Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.

Quebec, 10th September, 1908.

3452

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 4362.

In the matter of Joseph Morin, Saint Theodores de Chertsey, Insolvent.

Notice is given that, on the 3rd day of September, 1908, by an order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

AMEDEE LAMARCHE,

HONORIUS LAURENCELLE,

Joint curators.

Office of Lamarche & Laurencelle,
Royal Insurance Building,
No. 2, Place d'Armes.

Montreal, 10th September, 1908.

3444

Province de Québec,
District de Gaspé,
Iles de la Madeleine. } *Cour de Circuit.*
No 514.

Dans l'affaire de Alexandre C. Arseneau, marchand,
du Hâvre aux Maisons, Failli.
Avis est donné que, le 19 août 1908, le soussi-
gné a été, par ordonnance de la cour, nommé cura-
teur aux biens du dit failli, qui a fait cession de ses
biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent
être produites entre mes mains dans les trente
jours de cet avis.

A. J. GAUDET,
Curateur. 3445

Amherst, I. M., 8 septembre 1908.

Avis est par le présent donné qu'un premier et
dernier dividende a été déclaré dans l'affaire de
Elzéar Bruneau, de Québec, payable le ou après
le 30 septembre 1908.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
3439 Curateurs conjoints.

District de Chicoutimi.

Re Adelard Tremblay, marchand, Saint-Félicien,
Insolvent.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 10
septembre 1908, j'ai été nommé curateur aux biens
de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
cette succession sont requises de les produire devant
moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 10 septembre 1908. 3449

District de Beauce.

David L. Nadeau, de East Broughton, mar-
chand, a, le 7e jour de septembre 1908, fait cession
de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au
bureau du protonotaire de la cour supérieure du
district de Beauce, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 10 septembre 1908. 3447

Province of Quebec,
District of Gaspé,
Magdalen Islands. } *Circuit Court.*
No. 514.

In the matter of Alexander C. Arseneau, merchant,
of House Harbor. Insolvent.

Notice is given that, on the 19th of August,
1908, the undersigned has, by an order of the court,
been appointed curator to the property of the said
insolvent, who has made a judicial abandonment of
his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty
days from this notice.

A. J. GAUDET,
Curator. 3446

Amherst, M. I., 8th September, 1908.

Notice is hereby given that a first and final
dividend sheet has been declared in the matter of
Elzéar Bruneau, of Quebec, payable on or after the
30th of September, 1908.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
3440 Joint curators.

District of Chicoutimi.

Re Adelard Tremblay, merchant, St. Felicien,
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 10th
September, 1908, I have been appointed curator to
this estate.

All persons having claims against this estate are
requested to file them with me within thirty days
from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 10th September, 1908. 3450

District of Beauce.

David L. Nadeau, of East Broughton, mer-
chant, has, on the 7th day of September, 1908, made
a judicial assignment of his property for the benefit
of his creditors, at the protonotary's office of the
superior court for the district of Beauce, according
to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 10th September, 1908. 3448

Index de la Gazette Officielle de Québec No 37

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Bou-
cher vs Boulay 1501 ; Campeau vs Landry,
1501 ; Cantin vs Charlebois, 1461 ; Dupuis vs
Chaput, 1513 ; Faubert vs Allard, 1502 ; Gau-
thier vs Genest, 1500 ; Giddings vs Eldridge,
1501 ; Lalonde vs Guerin, 1500 ; Lemoine vs
Ledoux, 1501 ; McRae vs Ryan, 1501 ; Racicot
vs Brunet, 1500 ; Vigneau vs Arseneau, 1500.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc.,
1489.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—
Assemblée législative, 1497 ; Conseil législatif,
1496.

CERCLE AGRICOLE :—Formation de :—Paroisse de
Notre-Dame de la Paix, 1494.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 37

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes
Boucher vs Boulay, 1501 ; Campeau, vs Lan-
dry, 1501 ; Cantin vs Charlebois, 1461 ; Dupuis
vs Chaput, 1513 ; Faubert vs Allard, 1502 ; Gau-
thier vs Genest, 1500 ; Giddings vs
Eldridge, 1501 ; Lalonde vs Guerin, 1500 ;
Lemoine vs Ledoux, 1501 ; McRae vs Ryan,
1501 ; Racicot vs Brunet, 1500 ; Vigneau vs
Arseneau, 1500.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c
1489.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—
Legislative Assembly, 1497 ; Legislative Council,
1496.

FARMER'S CLUB :—FORMATION OF :—Parish of Notre
Dame de la Paix, 1494.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS :—
Engineering Construction Coy, 1494 ; The
Bennett Theatrical Enterprise, 1494.

DÉCRET CANONIQUE :—Paroisse de Saint-Jean Berch-
mans, 1499.

FAILLIS :— Adam, 1502 ; Arseneau, 1514 ; Bru-
neau, 1514 ; Cie E. D. Marceau Coy, 1502 ;
Giguère, 1003 ; Joubert, 1503 ; L'Ainé, 1502 ;
Morin, 1513 ; Nadeau, 1514 ; Quévillon, 1502 ;
Rhicard, 1502 ; Thibodeau & Cyr, 1503 ; Trem-
blay, 1513 ; Tremblay, 1514.

LETTRES PATENTES :— The Prospect Hill Gold
Mining Coy, 1494.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :— Changement de nom :—
Saint-Eusèbe de Cabano, 1495.

NOMINATIONS :— Commissaires d'écoles :— Maski-
nongé, 1490 ; Montcalm, 1490 ; Ottawa, 1490 ;
Stanstead, 1490.

Commissaires des petites causes :— Saint-Elie de
Caxton, 1489.

Commissaire pour recevoir affidavits :— Province
de Québec, 1489.

Conseillers :— Pointe-à-Gatineau, 1513.

Estimateurs :— South Durham, 1490 ; Saint-
Bernard, 1490 ; Saint-Stanislas de Kostka,
1490.

Juges de paix :— Ottawa, 1490 ; Montréal, 1490 ;
Trois-Rivières, 1490 ; Terrebonne, 1490.

Régistrateur conjoint :— Coaticook, 1489.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—
Jos. R. L. Lemieux, 1494.

PROCLAMATIONS :— Convocation des chambres, 1491 ;
Erection de Saint-Bernard, 1491 ; Erection de
Saint-Joseph de Blandford, 1493.

RÈGLE DE COUR :— Yvon vs Messier, 1503.

RÉSOLUTION :— Conseil municipal du comté de
Bellechasse, 1500.

VENTES PAR LICITATION :— Aspect (Dme) alias
Zarns vs Baker, 1504 ; Morier vs Morier et al,
1504.

VENTES PAR LES SHÉRIFS :

BEAUCE :— Poulin vs Poulin, 1506.

BEAUHARNOIS :— Brisson vs St. Germain, 1506.

KAMOURASKA :— Dumont vs Dumont, 1507.

MONTRÉAL :— Lajoie vs Delles Whelan et al, 1508 ;
Lamothe & Champoux vs Prendergast, 1508 ;
Matthews et al vs Peloquin, 1509 ; Théberge,
failli, 1507.

OTTAWA :— Berthiaume vs Brisson, 1510 ; Wilson
et al vs Beauchamp, 1510.

RIMOUSKI :— Roy vs Drapsau et al, 1511.

SAINT-FRANÇOIS :— Campbell et al vs Archambault,
1512 ; La Banque Nationale vs Roberge, 1512 ;
Les commissaires d'écoles de la municipalité
d'Ascot Corner vs Archambault, 1512.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Engi-
neering Construction Coy, 1494 ; The Bennett
Theatrical Enterprise, 1494.

CANONICAL DECREE :—Parish of Saint Jean Berch-
mans, 1499.

INSOLVENTS :— Adam, 1502 ; Arseneau, 1514 ; Bru-
neau, 1514 ; E. D. Marceau Coy, 1502 ; Giguè-
re, 1503 ; Joubert, 1503 ; L'Ainé, 1502 ;
Morin, 1513 ; Nadeau, 1514 ; Quévillon, 1502 ;
Rhicard, 1502 ; Thibodeau & Cyr, 1503 ;
Tremblay, 1513 ; Tremblay, 1514.

LETTERS PATENT :—The Prospect Hill Gold Mining
Coy, 1494.

SCHOOL MUNICIPALITY :— Change of name :—Saint
Eusèbe de Cabano, 1495.

APPOINTMENTS :— School commissioners :—Maski-
nongé, 1490 ; Montcalm, 1490 ; Ottawa, 1490 ;
Stanstead, 1490.

Commissioner of small causes :— Saint Elie de
Caxton, 1489.

Commissioner to receive affidavits :— Province of
Quebec, 1489.

Councillors :— Pointe à Gatineau, 1513.

Valuators :— South Durham, 1490 ; Saint Ber-
nard, 1490 ; Saint Stanislas de Kostka, 1490.

Justices of the peace :— Ottawa, 1490 ; Montreal,
1490 ; Three Rivers, 1490 ; Terrebonne, 1490.

Joint registrar :— Coaticook, 1489.

NOTARIAL MINUTES APPLICATION FOR TRANSFER :—
Jos. R. L. Lemieux, 1494.

PROCLAMATIONS :— Parliament convoked, 1491 ;
Saint Bernard erected, 1491 ; Saint Joseph de
Blandford erected, 1493.

RULE OF COURT :— Yvon vs Messier, 1503.

RESOLUTION :— Conseil municipal du comté de
Bellechasse, 1500.

SALES BY LICITATION :— Aspect (Dme) alias Zarns
vs Baker, 1504 ; Morier vs Morier et al, 1504.

SHERIFFS' SALES :

BEAUCE :— Poulin vs Poulin, 1506.

BEAUHARNOIS :— Brisson vs St. Germain, 1506.

KAMOURASKA :— Dumont vs Dumont, 1507.

MONTRÉAL :— Lajoie vs Delles Whelan et al, 1508 ;
Lamothe & Champoux vs Prendergast, 1508 ;
Matthews et al vs Peloquin, 1509 ; Théberge,
insolvent, 1507.

OTTAWA :— Berthiaume vs Brisson, 1510 ; Wilson
et al vs Beauchamp, 1510.

RIMOUSKI :— Roy vs Drapeau et al, 1511.

SAINT FRANÇOIS :— Campbell et al vs Archambault,
1512 ; La Banque Nationale vs Roberge, 1512 ;
The school commissioners of the municipality
of Ascot Corner vs Archambault, 1512.

